



Assemblée générale
Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

A/51/160
S/1996/418
10 juin 1996
FRANÇAIS
ORIGINAL : ESPAGNOL

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
Cinquante et unième session
Point 19 de la liste préliminaire*
APPLICATION DE LA DÉCLARATION SUR
L'OCTROI DE L'INDÉPENDANCE AUX PAYS
ET AUX PEUPLES COLONIAUX

CONSEIL DE SÉCURITÉ
Cinquante et unième année

Lettre datée du 7 juin 1996, adressée au Secrétaire général par
le Représentant permanent de l'Espagne auprès de l'Organisation
de l'Organisation des Nations Unies

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint copie du communiqué officiel publié le 3 juin 1996 par le Gouvernement espagnol au sujet du Sahara occidental, et de vous prier de bien vouloir faire distribuer le texte de ce communiqué comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 19 de la liste préliminaire, et du Conseil de sécurité.

(Signé) Juan Antonio YÁÑEZ-BARNUEVO

* A/51/50.

ANNEXE

Communiqué officiel publié par le Gouvernement espagnol
le 3 juin 1996 au sujet du Sahara occidental

[Original : espagnol]

Le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies a adopté, le 29 mai, sa résolution 1056 (1996) sur le Sahara occidental, dans laquelle, sur la proposition du Secrétaire général, il a décidé de suspendre le processus d'identification des électeurs en vue du référendum et de réduire considérablement les effectifs civils de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO). Il maintient toutefois quasiment intacte sa composante militaire, de façon à assurer la surveillance du cessez-le-feu.

Le Conseil de sécurité n'a pas suspendu l'exécution du Plan de règlement et il n'est pas revenu sur son engagement de trouver une solution juste et durable à la question du Sahara occidental, en organisant un référendum en vue de l'autodétermination du peuple sahraoui, conformément au Plan de règlement. C'est pourquoi il a décidé de maintenir, outre sa présence militaire, un bureau politique dans la zone et de demander au Secrétaire général de continuer à s'efforcer de débloquer la situation.

Le Gouvernement espagnol réitère la position de principe qui a toujours été la sienne, à savoir que le problème du Sahara occidental ne se résoudra définitivement qu'avec l'organisation d'un référendum libre en vue de l'autodétermination du peuple sahraoui et grâce à des garanties internationales.

Le Gouvernement s'inquiète de la suspension du processus d'identification des électeurs et de l'impasse dans laquelle se trouve le processus de règlement, et souligne qu'il importe de veiller à ce que règnent la convivialité et l'harmonie parmi les peuples du Maghreb. Dans ses contacts avec l'Organisation des Nations Unies ainsi qu'avec les parties et pays intéressés, il continuera à insister sur l'importance du cessez-le-feu en vigueur depuis 1991 et à demander une prompte reprise du processus d'identification des électeurs et de l'application des autres aspects du Plan de règlement, en encourageant les uns et les autres à oeuvrer, dans un esprit de compromis, à la recherche d'une solution aux problèmes actuels, l'objectif étant d'assurer l'avenir du territoire ainsi que la paix et la prospérité dans la région.
